

Évaluation quantitative et qualitative de la sécurité alimentaire des ménages

Hélène F. Delisle

La sécurité alimentaire des ménages (SADM) représente une approche utile de la consommation alimentaire. C'est un cadre d'analyse qui permet de saisir cette consommation dans sa réalité dynamique et de situer le système alimentaire dans le cadre de la sécurité globale des ménages. En outre, l'amélioration de la SADM est une des neuf stratégies définies par la Conférence internationale sur la nutrition de 1992 [1] pour l'amélioration de la nutrition. La SADM est en effet une condition nécessaire, bien qu'insuffisante, pour la santé nutritionnelle des individus [2]. En tant qu'objectif de développement, la sécurité alimentaire des ménages concerne les gouvernements, les organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales d'aide au développement, ainsi que les institutions de recherche. Enfin, le concept de SADM permet de donner une forme opérationnelle au droit à la nourriture [3]. C'est un nouveau paradigme à l'interface du développement humain et durable qui marque un tournant dans les efforts visant à éliminer de façon permanente la faim et la malnutrition.

Une information appropriée sur la sécurité alimentaire est cruciale pour la mise

en œuvre de politiques et de programmes [4]. Or, la notion même n'est pas dépourvue d'ambiguïtés dans sa signification et, par conséquent, dans ses modalités d'évaluation [5]. Après avoir situé la SADM par rapport à celle des États et des individus, nous tenterons d'en mieux cerner le contenu. L'évaluation de la SADM s'inscrit généralement dans le cadre de la surveillance, laquelle peut être instaurée à différents niveaux et à des fins différentes. C'est dans cette perspective que seront ensuite discutés les indicateurs et méthodes. L'information, pour remplir son rôle de support aux décisions, doit en effet répondre aux besoins spécifiques des divers utilisateurs, et le lien entre la collecte et l'utilisation de l'information est, dans bien des cas, le maillon faible des systèmes de surveillance de la SADM [6, 7].

La sécurité alimentaire des États, des ménages et des individus

La sécurité alimentaire peut être appréhendée au niveau national, comme à celui des ménages et même des individus. Au cours des années 70, on s'est surtout intéressé à la sécurité alimentaire à l'échelle des États, les disponibilités alimentaires suffisantes et, donc, la dimension de l'offre étant au centre des préoc-

cupations. La décennie suivante a vu une évolution vers une conception plus large qui tient également compte de l'accès aux vivres pour tous les groupes de la population [5, 7] ; l'insécurité alimentaire résulte souvent davantage d'un défaut d'accès à la nourriture pour cause de pauvreté que d'une offre insuffisante. Des disponibilités adéquates à l'échelon national ou local restent toutefois une condition critique de la SADM dans les nombreux pays africains déficitaires en vivres [8]. Bien que l'importance de la SADM soit maintenant largement reconnue, il semble que les efforts de surveillance continuent de porter principalement sur les disponibilités nationales, du moins en Afrique [7].

En principe, la SADM devrait se fonder sur celle de tous ses membres [5] et, selon certains [9, 10], la sécurité alimentaire des individus, des femmes notamment, devrait être appréciée comme l'un de ses éléments. Aller jusqu'au niveau des individus oblige cependant à aborder dans sa grande complexité la répartition des vivres au sein des ménages. Par ailleurs, la sécurité alimentaire individuelle se confond pour partie avec le statut nutritionnel, qui dépend non seulement de l'alimentation mais également des conditions sanitaires et environnementales [2]. Or, les politiques et programmes de lutte contre la malnutrition ne sont pas du même ordre et ne relèvent généralement pas des mêmes secteurs que ceux qui permettent de réduire l'insécurité alimentaire. La SADM représente un objectif opérationnel et mesurable (pourvu que le concept lui-même

H.F. Delisle : Département de nutrition, Faculté de Médecine, Université de Montréal, CP 6128 succ. Centre-ville, Montréal, Canada, H3C 3J7.

Tirés à part : H.F. Delisle

soit clair) pour les secteurs intervenant surtout dans le domaine de l'agroalimentaire, de l'emploi et des revenus. La SADM constitue, pour les individus, un premier filet de sécurité nutritionnelle, mais celle-ci exige en outre diverses mesures spécifiques qui sont surtout du ressort de la santé et de l'éducation. Ces considérations pratiques justifient qu'on privilégie le niveau d'observation du ménage pour l'évaluation de la sécurité alimentaire.

L'approche de la SADM oblige à préciser la notion de « ménage », ce qui ne va pas sans difficultés [11, 12]. Si on accepte qu'il s'agisse de « l'unité budgétaire » dont dépendent une ou plusieurs personnes pour leur alimentation, on estime que les critères suivants doivent être réunis : communauté de résidence, communauté au moins partielle des ressources, repas pris en commun ou à partir des mêmes ressources.

La notion de sécurité alimentaire des ménages

Cette notion a elle-même connu une évolution considérable depuis une dizaine d'années [3, 5, 12]. D'après la définition technique du Sous-comité de nutrition du Comité de coordination des Nations unies [8], un ménage jouit de la sécurité alimentaire « lorsqu'il a la capacité de se procurer les aliments nécessaires pour que tous ses membres aient un apport suffisant et qu'il ne court pas de risque excessif de perdre cette capacité ». Deux conditions sont ainsi nécessaires : la situation alimentaire doit être satisfaisante et doit pouvoir se maintenir pendant une assez longue période. La SADM n'est pas que l'absence de faim, même si les deux notions ne sont pas toujours distinguées [13]. En effet, l'insécurité alimentaire recouvre la faim effective et le risque de faim.

L'insécurité alimentaire peut être chronique ou temporaire et ces deux formes sont souvent étroitement liées [8]. Dans la forme chronique, les ménages sont en permanence dans l'incapacité de se procurer les aliments dont ils ont besoin et la pauvreté en est la principale cause. L'insécurité alimentaire temporaire est un problème provisoire tenant à l'instabilité des approvisionnements, des prix

ou des revenus ; elle frappe encore plus durement ceux qui sont dans l'insécurité chronique. Il y a, dans de nombreux pays du Nord, de plus en plus de ménages qui vivent aussi dans l'incertitude alimentaire, frappés par la crise économique, le chômage, les emplois précaires et les coupures de programmes sociaux. Au Canada notamment, le recours croissant aux banques alimentaires [14] a amené à mettre en place des programmes de surveillance et de promotion de la sécurité alimentaire [15, 16].

Différents modèles d'analyse de la sécurité alimentaire ont été élaborés, bien que peu soient spécifiques à la SADM. Azoulay et Dillon [5] identifient trois éléments fondamentaux : la disponibilité des approvisionnements, leur stabilité et l'accès aux denrées. La composante « disponibilité » recoupe, au niveau national, la notion d'offre alimentaire ; au niveau des ménages, elle est représentée par les aliments d'autoconsommation et par ceux disponibles sur les marchés. La composante de « stabilité » implique la régularité de la disponibilité alimentaire dans le temps et dans l'espace ; elle dépend de multiples facteurs internes et internationaux reliés à la production, aux conditions climatiques, à la commercialisation, etc. Pour caractériser la composante « accès », la notion de droits alimentaires (*food entitlements*) introduite par Sen [13, 17] est reprise, selon laquelle la capacité d'accéder à la nourriture

dépend des droits qui s'expriment en termes d'échanges commerciaux, de production, de travail, ainsi que de dons et autres transferts sans contrepartie. Ces droits sont en quelque sorte les moyens dont disposent les gens pour leur approvisionnement alimentaire. Selon ce même modèle [5], l'accès aux denrées se traduit par la capacité de satisfaire, par le recours au marché, la partie des besoins alimentaires qui n'est pas couverte par l'autoconsommation : on considère alors l'accès économique (pouvoir d'achat) et l'accès physique aux lieux d'échange. D'autres facteurs limitant l'accès sont évoqués, notamment le manque de temps des femmes ou la non-participation de celles-ci aux décisions d'achats. Ce modèle insiste sur les déterminants de la sécurité alimentaire sans toutefois préciser la notion d'alimentation adéquate, bien que celle-ci soit inhérente au concept. En outre, il faut bien reconnaître qu'à l'échelle des ménages, la disponibilité et l'accès se recourent très largement, surtout pour la population rurale.

Le modèle normatif de la SADM proposé par Eide *et al.* [3] intègre et définit l'alimentation adéquate. Pour ce qui est des deux autres composantes, ce modèle rejoint, dans une certaine mesure, le précédent, bien qu'un mode d'approvisionnement supportable soit une composante distincte et que la troisième composante regroupe la durabilité tant de l'accès que des approvisionnements (*figure 1*).

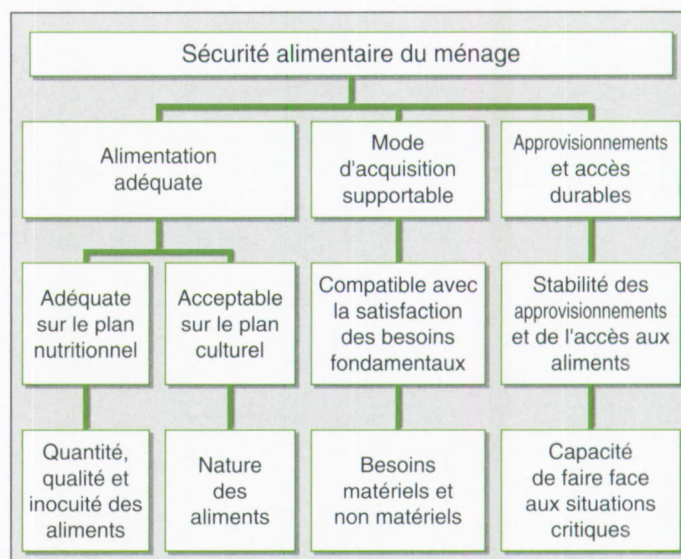


Figure 1. Les composantes de la sécurité alimentaire des ménages (d'après Eide *et al.* [3]).

Figure 1. Household food security: a conceptual normative model.

Summary

Quantitative and qualitative assessment of household food security

H.F. Delisle

At the interface of human and sustainable development, the improvement of food security at the household level (HFS) has been identified as one of the main strategies towards nutritional well-being of individuals. HFS is a multi-dimensional concept integrating micro-economic, socio-cultural and nutritional aspects. HFS should be monitored both at central and local levels. The main purpose of HFS information is to be utilized for policies and programs. The choice of indicators and methods is dependent upon the objectives of HFS assessment and the specific needs of decision makers. Although the concept has evolved considerably over the recent years, some aspects of HFS remain unclear and this is reflected in the indicators and methods used for assessment. This paper addresses some conceptual issues and discusses various approaches that are being used.

HFS is only a prerequisite for individual food security and nutritional health. The rationale for focusing on households rather than individuals is twofold. First, assessing individual food security means that intra-household food distribution can be appraised. Secondly, food security and nutritional status are intertwined at the individual level and malnutrition cannot be equated with food insecurity; infection and inadequate care are other major factors, particularly in young children. While HFS is an operational objective for the agricultural and economic sectors, the health and education sectors are primarily responsible for pursuing further nutritional objectives.

Adequate and sustained food supply and access are required for HFS. Lack of access due to poverty, or lack of food entitlements, is usually the main factor of food insecurity. HFS goes beyond the mere absence of hunger. It also means freedom from an undue risk of hunger. According to a normative model (Fig.1), there are three conditional components of HFS: an adequate diet in nutritional terms (quantity and quality) and in terms of cultural acceptability; viable food procurement, implying that it is compatible with satisfaction of non-food needs; and sustainability of supply and access which includes stable food supplies and enduring household strategies to cope with food shortages. HFS has generally focused on food sufficiency and therefore on staple foods as main providers of dietary energy. However, nutritional adequacy goes beyond energy and food variety should be given more emphasis. This has practical implications for assessment methods. For instance, people readily perceive any shortage of food but they may not be aware of lack of foods that are sources of critical nutrients unless such foods are valued and normally consumed. It follows that this form of food insecurity can only be appraised from actual food consumption and would likely not be identified from perceptions. Household expenditures are also poor predictors of dietary adequacy in specific nutrients and, at best, nutritional (anthropometric) status indicators reflect energy ade-

quacy.

Various approaches may be used to assess HFS. From a conceptual point of view, household food consumption is the core element of HFS and it may be seen as an outcome, while the dynamic processes connected with food supply and access to food are the determinants. The indicators and methods may be categorized accordingly (Table 1). Food consumption may be directly assessed using the classical survey approach. However, such surveys are little adapted to HFS monitoring owing to their cost and complexity. Although innovative approaches are still required, simpler methods are available and should be used, as direct measures of household food consumption provide information that is not available through other assessment methods. Perceptual indicators of household food consumption have been developed for monitoring purposes in specific settings including developed countries, as shown in Table 2. Perceptions are a useful means of appraising cultural (in)adequacy of household foods. Other HFS indicators that are related to food consumption are based on food expenditures. Such indicators would apply especially to urban households who purchase most of their food, whereas indicators based on household food production and stocks are more appropriate for rural farmers. Anthropometric measures of individual nutritional status provide indirect indicators of HFS. However, adult measurements may better reflect household dietary adequacy than children's.

Process indicators of HFS refer to changes in supply and access. Food supply surveillance systems for early warning may operate at the global, national or local level. Assessing changes in household access to food has to be location-specific and qualitative and participatory methods are particularly well-suited to this purpose. Such methods are also more rapid, less demanding in resources and more conducive to action than conventional survey methods. Indicators of household access changes are essentially the strategies used by households to prevent or to cope with food insecurity. Fig. 2 illustrates a typical sequence of rural households' responses to food insecurity. With increasing frequency, severity and duration of food crises, the coping strategies are less and less reversible as they are progressively more disruptive of the livelihood system. The mechanisms range from adaptation to complete divestment.

Qualitative and quantitative approaches complement each other and have to be combined in HFS information systems. More research is needed in order to better assess the cost-efficiency of various indicators and methods for HFS surveillance, the quality and adequacy of the information according to specific objectives and more importantly still, the utilization of the information for decision-making.

Cahiers Agricultures 1995 ; 4 : 91-100.

Tableau 1

Indicateurs de la sécurité alimentaire des ménages et méthodes de collecte de l'information (adapté de Maxwell et Frankenberger [12])

Catégories d'indicateurs	Méthodes de collecte
Indicateurs de la consommation alimentaire	
<p><i>Consommation alimentaire effective</i></p> <p>Données quantitatives (aliments consommés ; énergie et nutriments) Données qualitatives (nombre de repas ; diversité alimentaire...)</p>	Volet d'enquêtes budget-consommation des ménages ; enquêtes autonomes auprès des ménages (pesée des aliments, journal, interrogatoire) ; peut-être aussi méthodes qualitatives
<p><i>Perceptions sur la consommation (et la sécurité) alimentaire</i></p> <p>Représentations sur une alimentation adéquate (In)satisfaction globale de la consommation Aliments spécifiques jugés insuffisants</p>	Méthodes qualitatives ; enquêtes auprès des ménages
<p><i>Dépenses pour l'alimentation</i></p> <p>En % des dépenses totales (ou du revenu) En % du coût minimum du « panier de la ménagère »</p>	Enquêtes budget-consommation des ménages, à l'échelle nationale, de régions, de districts
<p><i>Production, réserves de vivres</i></p> <p>Production par rapport aux besoins alimentaires Estimation des réserves de nourriture</p>	Enquêtes auprès des ménages ; méthodes qualitatives
<p><i>État de nutrition</i></p> <p>Mesures anthropométriques, adultes, enfants</p>	Volet d'enquêtes budget-consommation ou autres enquêtes auprès des ménages ; enquêtes nutritionnelles
Indicateurs de processus	
<p><i>Disponibilité/Production alimentaire</i> (Indicateurs généralement centralisés de l'offre)</p> <p>Données météorologiques Ressources naturelles Production agricole et animale Protection des cultures Bilans alimentaires Offre, prix sur les marchés Conflits régionaux...</p>	Rapports gouvernementaux ; relevés périodiques dans des postes sentinelles, sur les marchés ; rapports informels... pouvant être intégrés dans un système global ou national d'alerte précoce de famine
<p><i>Accès aux vivres</i> (Indicateurs socio-économiques de risque et des stratégies des ménages pour y faire face)</p> <p>Changements dans : les pratiques agricoles et l'élevage les sources de revenus le recours au crédit, aux emprunts les ventes de biens, de bétail les schémas alimentaires</p> <p>Migrations saisonnières, de détresse</p>	Méthodes qualitatives (évaluation participative) et enquêtes de ménages, pouvant être intégrées dans un système décentralisé d'alerte précoce, de surveillance de la sécurité alimentaire ou de cartographie de la vulnérabilité alimentaire

Household food security indicators and methods of data collection

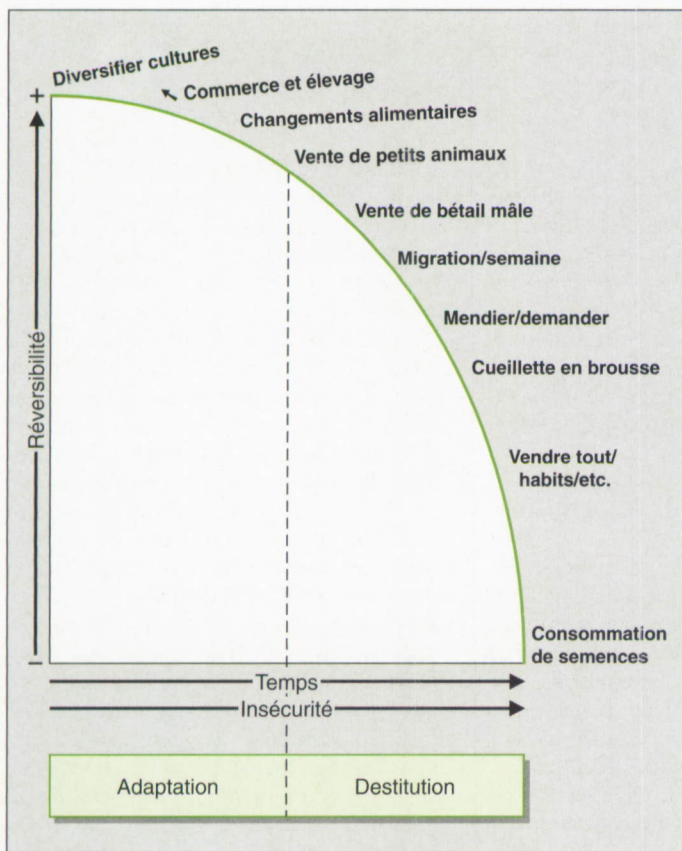


Figure 2. Stratégies des ménages face à l'insécurité alimentaire, région de Boulsa, Burkina Faso. (Adaptation du modèle de Watts [45] par Gervais [10]).

Figure 2. Strategies of food insecure households, Boulsa area, Burkina-Faso.

La composante « alimentation adéquate » recouvre les notions de quantité, de qualité et d'acceptabilité des vivres. Dans plusieurs pays en développement, on assimile souvent une alimentation adéquate à une quantité de nourriture suffisante sur la base des calories, le critère étant le niveau de consommation de céréales (ou autres denrées de base). Le principe sous-jacent est que la qualité suit la quantité, en d'autres termes que les autres besoins nutritionnels sont généralement satisfaits lorsque l'apport énergétique est suffisant [18]. Il est vrai que la satisfaction du besoin quantitatif est prioritaire, mais il est également acquis que, au-delà de la quantité, une certaine diversité est nécessaire pour que les rations soient nutritionnellement adéquates. Les apports en certains micronutriments, par exemple, ne présentent qu'une faible relation avec les apports énergétiques [19]. La qualité alimentaire revêt aussi une dimension socio-culturelle. Les représen-

tations d'une alimentation satisfaisante se reflètent dans la perception qu'ont les ménages de leurs conditions alimentaires ; si des aliments jugés particulièrement importants ne sont pas accessibles ou risquent de manquer, ils pourront s'estimer dans l'insécurité alimentaire. En revanche, l'insuffisance de certains aliments critiques sur le plan nutritionnel peut ne pas être ressentie, à moins que ces aliments ne soient valorisés ou habituellement consommés : les besoins insatisfaits en nutriments spécifiques ne s'accompagnent pas forcément de « faims spécifiques ». De ce fait, si les perceptions sur la qualité permettent d'apprécier l'acceptabilité culturelle des aliments consommés, elles ne captent pas nécessairement le défaut d'approvisionnement en aliments sources de certains nutriments.

La seconde composante (mode d'acquisition supportable, *figure 1*) fait intervenir la notion de compétition pouvant exister entre les besoins de nourriture et les

autres besoins jugés essentiels. Ce n'est que dans la mesure où les ressources permettent aux ménages de satisfaire aussi ces autres besoins ou de sauvegarder leurs « moyens d'existence » (*livelihood system*) [20] que l'approvisionnement alimentaire est supportable ou viable. Certains mécanismes permettant de maintenir dans l'immédiat un certain niveau de consommation alimentaire ne sont pas viables s'ils compromettent la consommation à plus long terme [21]. Par ailleurs, on ne peut considérer que l'aide alimentaire, hors situation d'urgence, est un mode d'approvisionnement socialement acceptable et compatible avec le besoin de dignité.

La composante de durabilité ou persistance des disponibilités et de l'accès comprend deux conditions : leur stabilité d'une part, la capacité des ménages de résister à une défaillance saisonnière ou prolongée des approvisionnements d'autre part. Cette composante réfère aussi à la nécessaire protection de l'environnement pour la pérennité de l'approvisionnement alimentaire par l'agriculture, mais aussi par la chasse, la pêche et la cueillette. Les ressources alimentaires traditionnelles peuvent en effet contribuer de manière substantielle à la diversité et, ainsi, à la qualité des rations.

Indicateurs et méthodes d'évaluation de la SADM

La SADM étant un concept multidimensionnel, son évaluation requiert une combinaison d'indicateurs et de méthodes. Le choix dépend, entre autres facteurs, de la forme d'insécurité alimentaire qui prédomine, des objectifs spécifiques de l'évaluation et des besoins des utilisateurs de l'information. Les considérations de coût, de simplicité et de fiabilité sont également importantes [22]. L'insécurité temporaire associée aux pénuries alimentaires est sans doute plus facile à cerner que la forme chronique, généralement plus discrète. Pour la surveillance de la SADM à l'échelle d'un pays, on aura généralement recours à un petit nombre d'indicateurs construits à partir de données statistiques pouvant être collectées sur une base continue,

afin, notamment, d'allouer les ressources entre régions. Dans la surveillance décentralisée, on fera appel à des indicateurs plus spécifiques et à des méthodes plus souples et dynamiques pour identifier les ménages qui sont dans l'insécurité, comme pour définir et évaluer des programmes appropriés, plutôt qu'à plusieurs indicateurs d'accès à l'échelle nationale (indices de prix, de distribution des revenus, du pouvoir d'achat alimentaire du salaire minimum...) [23, 24].

Les méthodes quantitatives et qualitatives sont souvent complémentaires. Une différence essentielle tient à la possibilité de l'inférence statistique dans le cas d'enquêtes sur des échantillons probabilistes de ménages, opération plus délicate dans les approches qualitatives sans échantillonnage aléatoire. Les méthodes qualitatives sont particulièrement adaptées à la surveillance de la sécurité alimentaire à l'échelle des communautés, alors que les enquêtes, souvent plus lourdes, plus coûteuses et rarement participatives, s'y prêtent moins bien. Une étude effectuée au Tchad dans le cadre du Programme national de sécurité alimentaire [25] démontre néanmoins qu'une approche qualitative peut utilement servir à orienter des politiques et programmes d'envergure nationale. Cette étude a comporté des entretiens avec des informateurs privilégiés et des groupes concentrés dans des villages caractéristiques des différents systèmes de production rurale et dans des quartiers urbains. Elle a permis d'identifier les problèmes de sécurité alimentaire que les ménages jugent prioritaires, les principales causes et solutions identifiées par ceux-ci, de même que différents critères de sécurité ou d'insécurité alimentaire dans les diverses régions. Ont ainsi été dégagés des éléments pour la mise en place d'un système décentralisé de surveillance de la SADM à travers le pays.

Les nombreux indicateurs de la SADM peuvent être regroupés de différentes manières [9, 12, 22]. Nous reprenons ici la classification qui distingue deux grandes catégories d'indicateurs complémentaires : ceux qui sont basés sur l'évaluation directe ou indirecte de la consommation alimentaire, ainsi que les indicateurs « de processus » qui portent sur les fluctuations des disponibilités alimentaires et de l'accès [12]. Les indicateurs et méthodes afférentes de mesure sont présentés dans le *tableau 1* et décrits ci-dessous en fonction de cette classification.

Approches par l'évaluation de la consommation alimentaire

Idealement, l'évaluation de la SADM devrait comprendre des mesures répétées de la consommation effective au moyen d'enquêtes par pesée, interrogatoire ou relevés [26]. Des approches moins directes par le biais des dépenses, de la production pour l'autoconsommation, des perceptions ou du statut nutritionnel s'y substituent fréquemment parce qu'elles apparaissent moins complexes et onéreuses.

• Évaluation directe de la consommation alimentaire

Les indicateurs tirés des enquêtes traditionnelles de consommation alimentaire des ménages sont pour partie normatifs, les apports étant exprimés en quantités d'aliments, mais aussi en termes de couverture des besoins totaux en énergie et en nutriments spécifiques. Les limites et exigences méthodologiques sont réelles. L'estimation des besoins est malaisée, surtout dans le cas de l'énergie, en raison de la variation importante de la dépense pour l'activité physique. Lorsque plusieurs repas ne sont pas pris au domicile, comme c'est souvent le cas en milieu urbain, l'erreur peut être importante car les ajustements qui sont faits ne peuvent qu'être approximatifs. La consommation individuelle « informelle » (aliments de rue, de cueillette, de ramassage) devrait aussi être prise en compte [27], ce qui n'est pas non plus facile. La période d'observation doit être suffisamment longue pour être représentative et ce n'est que par des mesures répétées qu'on peut saisir les fluctuations saisonnières. L'évaluation de la consommation alimentaire effective est toutefois importan-

te et, plutôt que d'y renoncer, on aurait intérêt à recourir à des approches plus légères que les enquêtes classiques et, par conséquent, mieux adaptées à la surveillance de la SADM. Par exemple, un score de diversité alimentaire [28], basé sur la fréquence de consommation des diverses catégories d'aliments autres que les denrées de base, peut servir d'indicateur de la qualité nutritionnelle, les denrées de base étant quantifiées pour fournir un indice de la quantité (énergie). La méthode est encore plus simple si la fréquence ne porte que sur les aliments qui sont des sources de micro-nutriments critiques dans la population concernée [29], par exemple le fer et la vitamine A. Davantage d'efforts devront être consacrés au développement et à l'évaluation des méthodes semi-quantitatives dans diverses populations [30]. Les approches classiques restent néanmoins nécessaires pour leur validation. Elles fournissent, en outre, l'information de base permettant d'apprécier, dans le cadre de la surveillance, les changements dans les schémas de consommation, dans la nature, l'origine et, éventuellement, la quantité des aliments consommés. Au Mali par exemple [31], la consommation alimentaire de base des ménages a servi à distinguer trois niveaux de sécurité (faible, moyen et élevé) en fonction d'indicateurs tels que le nombre de repas quotidiens, le nombre de ces repas qui contenaient de la viande et du poisson, le nombre d'ingrédients entrant dans la sauce, ainsi que le nombre de repas quotidiens consistant uniquement en une bouillie légère. Les enquêtes de consommation alimentaire, quantitatives ou semi-quantitatives, servent enfin à élaborer un autre outil pour l'évaluation de la sécurité alimentaire des ménages, le « panier de la ménagère », dont il sera question plus loin.

Tableau 2

Dimensions du concept d'insécurité alimentaire au niveau du ménage (d'après Radimer *et al.* [41])

Dimension quantitative	Manque de nourriture
Dimension qualitative	Aliments inappropriés
Dimension psychologique	Anxiété à-propos de la nourriture
Dimension sociale	Mode d'approvisionnement socialement inacceptable

Perception dimensions of food insecurity at household level

• Approche par les dépenses alimentaires, la production ou les réserves de vivres

Les indicateurs de la SADM basés sur les dépenses alimentaires en termes absolus ou relatifs sont peut-être les plus couramment utilisés. L'approche n'est pourtant ni très simple ni très fiable : on doit recourir à la méthode d'enquête et les périodes couvertes doivent être assez longues pour cerner les achats irréguliers ou périodiques. Suivant le contexte, il sera plus ou moins difficile de capter les dépenses alimentaires individuelles de certains membres des ménages. Par ailleurs, la valorisation en termes monétaires des aliments d'autoconsommation, bien que nécessaire pour une juste appréciation des dépenses et pour des comparaisons entre types de ménages, est très complexe ; non seulement les quantités doivent être estimées, mais il y a aussi la difficile question du prix qu'il faudrait adopter.

Si le pourcentage des dépenses totales pour l'alimentation sert d'indicateur, il faut estimer le taux à partir duquel la SADM est compromise. Le chiffre de 30 % a bien été suggéré comme point de repère général [32], mais la valeur seuil dépend du contexte et pourra être beaucoup plus élevée. En Côte d'Ivoire, par exemple, l'alimentation absorbait en moyenne 50 % du budget des ménages il y a quelques années [33]. Il a été proposé ailleurs [34] d'établir le seuil de pauvreté absolue à 70 % des dépenses totales pour la nourriture.

Un autre outil intéressant relié aux dépenses est le coût minimum du panier de la ménagère. Il a d'ailleurs été suggéré de se servir de son évolution par rapport au salaire minimum comme indice de la fluctuation des revenus réels à l'échelle nationale [23]. Il permet d'identifier les ménages qui sont dans l'insécurité alimentaire, leur revenu étant insuffisant pour qu'ils puissent « acheter », sur une base continue, un régime adéquat sur le plan nutritionnel tout en faisant face aux autres dépenses. Pour élaborer cet outil, d'ailleurs utilisé depuis longtemps dans certains pays dont le Canada [35], on doit disposer de données actualisées sur les prix pratiqués sur les marchés locaux, ainsi que d'informations spécifiques sur les modèles de consommation alimentaire des ménages. La composition du panier doit tenir compte non seulement de la quantité d'énergie, mais également de la teneur et de l'équilibre en certains nutriments. Les différents aliments et les

quantités respectives sont à préciser par une méthode itérative qui prend en compte à la fois les habitudes alimentaires locales et les besoins nutritionnels des individus selon l'âge et le sexe. Le coût du panier peut alors être déterminé pour des ménages de taille et de composition différentes. L'existence de recommandations alimentaires facilite le travail. Il serait bon que des économistes et des nutritionnistes travaillent ensemble sur la méthodologie. Une telle approche a notamment été appliquée à Abidjan [33]. Un panier alimentaire proche des habitudes alimentaires et basé sur un apport adulte de 2 200 kcalories, dont 10 à 15 % de protéines et 25 à 30 % de lipides, a pu être composé à partir des résultats d'enquêtes budget-consommation. Considérant le coût minimum du panier d'après les prix courants, les dépenses alimentaires et la taille des ménages (en nombre d'équivalents-adultes), on a estimé que 20 % des ménages étaient dans l'insécurité alimentaire en 1986. Ce genre d'outil a manifestement ses limites, mais il permet d'estimer le minimum de ressources et de dépenses compatible avec la sécurité alimentaire.

Quels qu'ils soient, les indicateurs basés sur les dépenses alimentaires sont surtout appropriés pour les ménages qui achètent la majeure partie de leurs aliments. Pour ceux qui produisent l'essentiel de leur nourriture, des indicateurs reliés à la production et aux réserves de vivres sont plus pertinents, bien qu'ils servent essentiellement à apprécier la sécurité alimentaire quantitative. Le rapport entre la production alimentaire annuelle et les besoins énergétiques totaux des ménages [36] est un exemple. Au Bénin [37], c'est la quantité de céréales en stock après la récolte qui a été utilisée pour évaluer la SADM, prenant en compte la contribution des céréales aux apports énergétiques totaux (60 %) telle que révélée par une enquête de consommation préalable ; les stocks étaient ainsi estimés insuffisants lorsqu'ils représentaient moins de 60 % des besoins énergétiques. Dans une zone rurale du Tchad, nous avons utilisé une approche comparable pour estimer la quantité de céréales dont les ménages devraient disposer annuellement pour leur sécurité alimentaire, à la lumière de données sur leur consommation [38]. En considérant à la fois la contribution moyenne des céréales à la consommation énergétique (72 %) et le niveau moyen de consom-

mation de céréales parmi les ménages couvrant leurs besoins énergétiques totaux, on a pu estimer que 210 kilos de céréales devraient être disponibles par tête et par an pour la SADM.

• Approche indirecte par l'état nutritionnel

L'évaluation anthropométrique de l'état nutritionnel des individus fait souvent partie de la surveillance de la sécurité alimentaire des ménages, en particulier la croissance staturale et pondérale à l'âge préscolaire, considérée comme un révélateur sensible des conditions nutritionnelles et économiques des communautés [18]. L'anthropométrie est l'outil le moins cher et le plus simple de l'évaluation de l'état nutritionnel global. En outre, il s'agit de données « objectives », qui peuvent être obtenues de sources secondaires. Cependant, la fréquente utilisation de ces indicateurs ne devrait pas en faire oublier les limites. Des facteurs autres que la ration alimentaire (infection, maternage) ont une influence marquée sur l'état nutritionnel des jeunes enfants, de sorte que, sauf dans les cas de pénuries alimentaires sévères, ces indicateurs ne présentent pas de relation étroite avec la SADM, comme certaines études l'ont montré [31]. Il est possible que les mesures anthropométriques des adultes soient plus adéquates à cet égard [38, 39], bien que les données soient encore insuffisantes. Signalons néanmoins que l'indice de masse corporelle (IMC) des adultes serait essentiellement un indicateur de la sécurité alimentaire énergétique des ménages. Ainsi, les mesures anthropométriques complètent l'évaluation directe de la consommation alimentaire des ménages, mais ne sauraient s'y substituer.

• Approche par les perceptions de la sécurité alimentaire

Au-delà de critères « objectifs » sur l'alimentation, il importe de prendre en considération la perception qu'en ont les gens : une alimentation jugée satisfaisante au regard des normes culturelles est une des dimensions de la sécurité alimentaire. Pour certains, d'ailleurs, la sécurité alimentaire est posée comme la satisfaction des besoins des consommateurs exprimés dans les plats fréquemment préparés « *et non pas dans des niveaux caloriques et protéiques désincarnés* » [40]. En outre, les stratégies de prévention ou d'adaptation des ménages seront, pour une large part, fonction de

leur insécurité alimentaire telle que perçue ou pressentie [22]. Des indicateurs perceptuels ont été étudiés, notamment aux États-Unis [41], en Asie du Sud-Est [42] et au Burkina-Faso [10].

Dans l'État de New York, des dimensions quantitatives, qualitatives, psychologiques et sociales de la perception d'insécurité alimentaire (tableau 2) ont été identifiées par le biais d'entrevues approfondies auprès de femmes avec jeunes enfants dans des ménages à faible revenu [41]. Les auteurs ont alors établi une série de questions fermées ou d'énoncés brefs dont les réponses graduées sur des échelles d'intensité perceptuelle pourraient servir d'indicateurs pour la surveillance de la sécurité alimentaire de grands groupes. Après l'expérimentation de l'outil auprès de centaines de femmes, un nombre limité de questions a pu être retenu pour mesurer l'insécurité alimentaire au niveau du ménage, de même qu'à celui de la femme elle-même et d'un enfant. Ces indicateurs ont pu être validés par leur forte corrélation avec différents indices « objectifs » de l'insécurité alimentaire du ménage comme l'insuffisance de revenu, le recours aux banques alimentaires, etc. Cette étude a démontré qu'il était possible d'évaluer directement, au moyen d'un questionnaire, la perception de l'insécurité alimentaire ; cependant, de tels outils doivent être spécifiques au contexte.

Dans le cadre du programme de sécurité alimentaire de l'Asie du Sud-Est [42], on a mis au point, sur la base d'enquêtes approfondies auprès de ménages, une série d'indicateurs permettant d'évaluer la sécurité alimentaire et son évolution prévisible. Le cadre conceptuel est très comparable à celui qui a servi à évaluer la sécurité alimentaire à l'échelle des pays [43]. Il comporte des indicateurs se rapportant à l'alimentation présente, aux risques éventuels liés à la production, à la commercialisation, au revenu et aux achats, de même qu'aux moyens qu'ont les ménages pour y faire face. L'intérêt de cette approche est que, même s'il s'agit d'une enquête unique, elle permet une certaine projection de la SADM dans le futur ; en effet, en estimant l'importance respective des risques et des moyens d'y faire face, on peut s'attendre à une détérioration ou, au contraire, à une amélioration de la situation au moment de l'enquête. L'échelle d'insécurité alimentaire ne se fonde toutefois que sur les perceptions, alors que des indica-

teurs complémentaires plus objectifs comme la quantité ou la diversité des aliments consommés, ou encore l'IMC (indice de masse corporelle) des adultes, auraient pu servir d'appui. C'est cette combinaison d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs que nous avons préconisée pour suivre la sécurité alimentaire dans le cadre d'un projet plus vaste d'observatoires des ménages au Bénin [44].

L'étude de Gervais [10] en milieu rural burkinabé s'est attachée à dégager certains critères ou indicateurs de la sécurité alimentaire des ménages à partir des représentations des gens sur leur consommation alimentaire. Dans la population à l'étude, les caractéristiques de l'alimentation qu'on associe à la SADM sont, par exemple, un rythme de trois repas par jour, une consommation « satisfaisante » de viande ou de poisson et de riz, une « bonne » sauce pour accompagner le plat de base et la présence de restes de nourriture. De par leur nature perceptuelle, qualitative et spécifique au contexte, ces indicateurs ne seraient applicables que pour la population étudiée et devraient, encore une fois, être associés à des indicateurs quantifiables. Dans cette étude, on a aussi identifié les changements dans l'alimentation pouvant servir d'indicateurs d'insécurité dans le cadre de la surveillance (fréquence des repas, nature, origine, quantité et répartition des aliments au sein du ménage) ; on rejoint ici l'approche par les stratégies des ménages, décrite ci-dessous.

Approches axées sur sur les changements dans les disponibilités et l'accès aux vivres

On considère, dans cette catégorie (tableau 1), des indicateurs dits « de processus » [12] qui cernent les changements dans les déterminants de la SADM, alors que les approches par la consommation alimentaire en déterminent principalement l'issue ou le résultat. La surveillance des disponibilités alimentaires permet de signaler les risques de pénurie tenant à différents facteurs, naturels et humains. C'est l'objectif premier des systèmes d'alerte précoce [7], qui comportent diverses combinaisons d'indicateurs basés sur les conditions météorologiques, la production agricole, les pertes post-récoltes, les bilans alimen-

taires, les prix alimentaires sur les marchés et, le cas échéant, sur les situations de conflit et leurs conséquences. De tels indicateurs signaleront des problèmes de disponibilités à l'échelle des régions, mais sont généralement trop entremêlés pour permettre d'apprécier les situations locales. Par ailleurs, seuls les indicateurs d'accès peuvent identifier les ménages dans l'insécurité alimentaire chronique, même devant ceux qui seraient les plus affectés devant une défaillance de l'offre alimentaire.

Les indicateurs de changement dans l'accès reflètent les stratégies de prévention ou d'adaptation des ménages à l'insécurité alimentaire. Les changements qui révèlent des stress alimentaires existants ou anticipés peuvent porter notamment sur les sources de revenu, sur les modes et moyens d'approvisionnement, ainsi que sur les schémas de consommation alimentaire. Les migrations à caractère anormal seraient un indicateur de crise alimentaire. Ces indicateurs d'accès ont fait l'objet d'analyses approfondies, à la lumière de l'expérience acquise dans la pratique [21, 22].

La méthode qualitative créée au Burkina-Faso [10], en partie inspirée d'autres approches [20, 42] pour cerner les stratégies des ménages face à l'insécurité alimentaire, fait ressortir le lien entre le degré d'insécurité alimentaire et les moyens mis en œuvre. Par exemple, lorsque le sentiment d'insécurité alimentaire est faible ou modéré, les stratégies adoptées ne portent pas atteinte à leurs moyens d'existence et peuvent être considérées en quelque sorte comme préventives : diversification des cultures, échange de bétail contre des céréales, intensification de l'élevage ou du petit commerce, etc. Lorsque l'insécurité s'accroît, on opère d'abord des changements dans l'alimentation, puis l'adaptation se fera au prix d'une atteinte de plus en plus grande des moyens normaux d'existence. On peut voir, à la figure 2, cette gradation des stratégies en fonction du modèle proposé par Watts [45]. La capacité de résister à l'insécurité alimentaire est dépassée à partir du moment où les mécanismes utilisés consistent à se départir des ressources nécessaires à l'approvisionnement alimentaire par sa propre production ou par les échanges. Cette capacité dépend de l'intensité et de la durée des épisodes critiques passés : plus les ménages auront eu à disposer de leurs ressources pour affronter ces situations de crise, moins ils seront en mesure

d'absorber de nouveaux chocs alimentaires [46].

Les approches qualitatives s'avèrent donc particulièrement bien adaptées au suivi et à la compréhension des processus dynamiques reliés à la SADM, dans la spécificité des différents contextes. Ces approches, issues de l'évaluation rurale rapide, pénètrent de plus en plus les sphères de l'évaluation et de l'intervention dans divers autres domaines [45-47]. Elles ont en commun d'impliquer la communauté, d'être orientées vers l'action, de viser à l'appréhension des problèmes du point de vue de la communauté et, enfin, d'être relativement rapides et peu coûteuses, comparative-ment aux enquêtes et aux longues études ethnographiques. L'information servant de support à l'action, il est opportun et légitime que les premiers intéressés participent à la collecte des données et s'en servent pour éclairer leurs propres décisions.

Conclusion

Ce recensement des indicateurs et méthodes de la SADM a permis de montrer que, si les approches qualitatives cernent mieux que les enquêtes les stratégies des ménages, elles n'évaluent généralement la consommation alimentaire que par les perceptions. En combinant les méthodes quantitatives et qualitatives ou en empruntant des éléments de l'une et de l'autre, la SADM pourra être évaluée de manière plus fiable, opérationnelle et participative, sans oublier un bon rapport coût-efficacité. La SADM intègre des considérations micro-économiques, socio-culturelles et nutritionnelles. Selon l'approche et les circonstances, l'accent pourra être mis, par exemple, sur l'accès économique durable aux vivres, sur l'adéquation continue de la consommation aux besoins nutritionnels, ou encore sur la sécurité alimentaire telle qu'appréciée par les gens eux-mêmes. Aucun de ces aspects ne saurait toutefois être négligé. Par ailleurs, la qualité nutritionnelle de l'alimentation des ménages est une dimension essentielle de leur sécurité alimentaire et on a vu, à cet égard, les limites des approches par les perceptions, par les dépenses ou par la mesure de l'état nutritionnel des individus. Il est opportun de développer et d'utiliser des méthodes innovatrices qui permettent d'évaluer les apports qualitatifs autre-

ment que par l'approche lourde des enquêtes classiques de consommation. Des travaux restent à faire pour mieux évaluer le coût et l'efficacité des différentes méthodes de surveillance de la SADM, ainsi que la qualité, l'adéquation aux objectifs visés et l'utilisation de l'information récoltée selon différentes approches ■

Références

1. Conférence Internationale sur la Nutrition. *Déclaration mondiale sur la nutrition et plan d'action*. Rome : FAO/OMS, 1992 ; 47 p.
2. Unicef. *Strategy for improved nutrition of women and children in developing countries*. New York : Unicef, 1990 ; 36 p.
3. Eide A, Oshaug A, Barth Eide W. Food security and the right to food in international law and development. *Transnational Law & Contemporary Problems* 1991 ; 1 : 415-67.
4. Pinstrup-Andersen P. *Government policy, food security and nutrition in sub-Saharan Africa*. Ithaca, New York : Cornell Food and Nutrition Policy Program, Division of Nutritional Sciences, 1989 ; 38 p.
5. Azoulay G, Dillon JC. *La sécurité alimentaire en Afrique. Manuel d'analyse et d'élaboration des stratégies*. Paris : ACCT et Éd. Karthala, 1993 ; 296 p.
6. Arnauld J, Alarcón JA, Immink MDC. Food security and food and nutrition surveillance in Central America : the need for functional approaches. *Food Nut Bull* 1990 ; 12 : 26-33.
7. Babu SC, Quinn VJ. Food security and nutrition monitoring in Africa. *Food Policy* 1994 ; 19 : 211-7.
8. Conférence Internationale sur la Nutrition. *Les grands enjeux des stratégies nutritionnelles. Amélioration de la sécurité alimentaire des ménages*. Rome : FAO, OMS, 1992 ; 42 p.
9. Kennedy E, Haddad L. Food security and nutrition, 1971-1991. *Food Policy* 1992 ; 17 : 2-6.
10. Gervais S. *Perceptions des paysans et paysannes de leur sécurité alimentaire. Identification d'indicateurs alternatifs potentiels de la sécurité alimentaire dans le département de Boulsa au Burkina-Faso*. Mémoire de MSc, Université Laval (Québec), 1993 ; 237 p.
11. Alderman H, Higgins P. *Food and nutritional adequacy in Ghana*. Ithaca : Cornell Food and Nutrition Policy Program, Working Paper 27, 1992 ; 61 p.
12. Maxwell S, Frankenberger TR. *Household food security : concepts, indicators, measurement. A technical review*. New York : Unicef/Ifad, 1992 ; 274 p.
13. Drèze J, Sen A. *Hunger and public action*. Oxford : Clarendon Press, 1989 ; 373 p.
14. Oderkirk J. Les banques alimentaires. Tendances sociales canadiennes. *Statistiques Canada*. Printemps 1992 ; 24 : 6-14.
15. Campbell C. Food security from the consumer's perspective : an agenda for the 1990s. *J Can Diet Assoc* 1991 ; 52 : 83-8.
16. Davis B, Kataway S, Desjardins E, et al. Nutrition and food security : a role for the Canadian Dietetic Association. *J Can Diet Assoc* 1991 ; 52 : 141-5.
17. Sen A. *Poverty and famines : an essay on entitlement and deprivation*. Oxford : Oxford University Press, 1981 ; 257 p.
18. Froment A, Koppert G. Une évaluation biologique du développement est-elle possible ? *Cah Sci Hum* 1991 ; 27 : 193-204.
19. Bouis HE. *The determinants of household-level demand for micro-nutrients : an analysis for Philippine farm households. Report submitted to the World Bank*. Washington, DC : Ifpri, 1991 ; 69 p.
20. Davies S. *Versatile livelihoods : strategic adaptation to food insecurity in the Malian Sahel*. Brighton : Institute of Development Studies, University of Sussex, 1993 ; 486 p.
21. Haddad L, Sullivan J, Kennedy E. *Identification and evaluation of alternative indicators of food and nutrition security : some conceptual issues and an analysis of existing data. Final Report*. Washington, DC : Ifpri, 1992 ; 188 p.
22. Eele G. Indicators for food security and nutrition monitoring. A review of experience from southern Africa. *Food Policy* 1994 ; 19 : 314-28.
23. Sharma RP. Monitoring access to food and household food security. *Food Nut & Agric* 1992 ; 2 : 2-9.
24. Laure J. Le pouvoir d'achat du salaire minimum, indicateur socio-économique et alimentaire. *Cah Sci Hum* 1991 ; 27 : 205-16.
25. Buchanan-Smith M. *How people prioritize their food security problems : results of an informal survey*. N'Djamena : Bureau interministériel d'études et de projets, Programme national de sécurité alimentaire, Tchad, 1991 ; 88 p.
26. Cameron ME, Staveren W, eds. *Manual on methodology for food consumption studies*. Oxford : Oxford Medical Publications, 1988 ; 259 p.
27. Rogers BL, Schlossman NP, eds. Summary of methodological guideline prepared by USAID for incorporating the intrahousehold dimension into development projects (Appendix). In : *Intrahousehold resource allocation : issues and methods for development policy and planning*. Tokyo : UNU Press, 1990 : 187-202.
28. Kant AK, Schatzkin A, Harris TB, et al. Dietary diversity and subsequent mortality in the First National Health and Nutrition Examination Survey epidemiologic follow-up study. *Am J Clin Nutr* 1993 ; 57 : 434-40.
29. Krebs-Smith S, Clark D. Validation of a nutrient adequacy score for use with women and children. *J Am Diet Assoc* 1989 ; 89 : 775-80.
30. Willett WC. Future directions in the development of food-frequency questionnaires. *Am J Clin Nutr* 1994 ; 59 (suppl) : 171-4.
31. Staaz JM, D'Agostino VC, Sundberg S. Measuring food security in Africa: conceptual, empirical and policy issues. *Am J Agr Economics* 1990 ; 72 : 1311-7.
32. Gillespie S, Mason J. *How nutrition improves*. Background paper for the ACC/SCN workshops on « Nutrition-Relevant Actions in Developing Countries - Recent Lessons », XV International Nutrition Congress, Adelaide, Australia, septembre 1993 (Discussion paper).
33. Odounfa A, Akindès F. La population sous-alimentée d'Abidjan. *Cah Sci Hum* 1991 ; 27 : 217-34.

34. Lipton M. *Poverty, undernutrition and hunger*. Washington, DC : World Bank, Staff Working Paper n° 597, 1983 ; 108 p.

35. Robbins LG, Robichon-Hunt L. The Agriculture-Canada nutritious food basket and the thrifty nutritious food basket. *Food Market Commentary* 1989 ; 11 : 31-34.

36. Frankenberger TR. *Adding a food consumption perspective to farming systems research*. Report prepared for USDA, Office of International Cooperation and Development, Nutrition Economics Group. Washington, DC : US Department of Agriculture, 1985 ; 65 p.

37. Van Liere MJ. *Coping with household food insecurity : a longitudinal and seasonal study among the Otammari in North-Western Benin*. Wageningen : Wageningen University, 1993 ; 144 p.

38. Delisle H, Alladoumgué M, Bégin F, et al. Household food consumption and nutritional adequacy in wadi zones of Chad, Central Africa. *Ecol Food Nutr* 1991 ; 25 : 229-48.

39. Bégin F, Alladoumgué M, Nandjingar K, Delisle H. Household dietary adequacy and individual nutrition status: relationships and seasonal effects in a Sahelian community of Chad. *Food Nutr Bull* 1993 ; 14 : 304-13.

40. Leplaideur S, Moustier P. Dynamique du vivrier à Brazzaville. *Cah Sci Hum* 1991 ; 27 : 147-57.

41. Radimer KL, Olson CM, Greene JC, et al. Understanding hunger and developing indicators to assess it in women and children. *J Nut Educ* 1992 ; 24 : 36S-45S.

42. Phillips TP, Taylor DS. *Food security: an analysis of the SEARCA/Guelph survey*. Presented at the 2nd Workshop on Data Management for Rural Development, Los Banos, Philippines, 1990.

43. Taylor DS, Phillips TP. *National level food insecurity: a framework and assessment* (Excerpt). Guelph : Centre for Food Security, University of Guelph, 1991 ; 11 p.

44. Delisle H, Nouwakpo FH. *Monitoring alimentation-santé de ménages à risque dans un contexte d'ajustement structurel : une nouvelle approche au Bénin*. Présenté aux 5^e Journées du GERM, Balaruc (France), novembre 1992.

45. Watts M. *Silent violence: food, famine and peasantry in northern Nigeria*. Berkeley: University of California Press, 1983 ; 687 p.

46. Maxwell S. Food security in developing countries: issues and options for the 1990s. *IDS Bull* 1990 ; 21 : 2-13.

47. Scrimshaw SCM, Hurtado E. *Rapid assessment procedures for nutrition and primary health care - Anthropological approaches for improving program effectiveness*. Los Angeles: UCLA Latin American Center Publications, 1987 ; 70 p.

48. Chambers R. *Rapid but relaxed and participatory appraisal: towards applications in health and nutrition*. Presented at the International Conference on Rapid Assessment, Pan American Health Organization Headquarters, Washington, DC, 12-15 novembre 1990.

49. Kumar K, ed. *Rapid appraisal methods*. Washington, DC : The World Bank, 1993 ; 218 p.

Résumé

La sécurité alimentaire des ménages (SADM) est un concept multidimensionnel ; elle se caractérise par une alimentation adéquate et culturellement acceptable pouvant être maintenue grâce à des approvisionnements suffisants et stables et, surtout, par l'accès soutenu à ceux-ci. Objectif tangible de développement, la SADM doit faire l'objet d'une surveillance tant décentralisée que nationale. Les méthodes qualitatives et quantitatives sont complémentaires. Les premières sont moins chères et mieux adaptées que les secondes pour suivre les stratégies spécifiques des ménages pour prévenir ou s'adapter à l'insécurité alimentaire, et elles sont plus orientées vers l'action. Les enquêtes se prêtent toutefois mieux aux inférences et à l'addition des données. Outre la suffisance globale des vivres, il importe de considérer davantage la diversité alimentaire, conditionnée d'une alimentation adéquate sur le plan nutritionnel. Pour ce faire, l'évaluation de la consommation alimentaire des ménages est nécessaire. Les méthodes socio-économiques, l'approche par les perceptions et les mesures du statut nutritionnel permettent de cerner l'insécurité alimentaire en termes d'énergie, mais non de nutriments spécifiques. De nouvelles techniques d'évaluation de la consommation alimentaire des ménages qui soient fiables tout en étant moins lourdes que les enquêtes classiques sont à élaborer.
